



Université de
Toulouse le Mirail

14 février 2006 élections aux 3 Conseils

**Un choix individuel
qui engage l'avenir de tous les salariés
(titulaires ou précaires, enseignants-chercheurs,
enseignants, chercheurs et IATOS)**

Résultats d'élections

UNIVERSITÉ de PROVENCE

Elections aux 3 Conseils
Liste FERC-Sup / SNTRS CGT
collège enseignant (B)

CA : 2 élus

CS : 2 élus

CEVU : 1 élu

CNRS

Le SNTRS-CGT devient la première organisation syndicale, toutes catégories confondues, aux élections aux Commissions

Administratives Paritaires du CNRS.

Avec ces résultats la CGT est désormais le syndicat le plus représentatif dans les 3 plus grands EPST (CNRS, INSERM et INRA).

CROUS

Avec 65,47% des voix aux élections à la Commission Paritaire Nationale et 92 sièges sur 130 dans les Commissions Paritaires Régionales, la CGT reste l'organisation syndicale majoritaire et double pratiquement en 20 ans son score puisqu'en 1984 elle obtenait 34% des suffrages.

Les années écoulées ont montré que « gérer » loyalement l'Université en appliquant, sans les contester, les « textes » (ex : LMD, LOLF, Notation), n'a pas ralenti « l'offensive » contre l'université et contre les personnels.

De plus, l'Université, comme l'ensemble des services publics, n'échappe pas à la tentative d'instaurer la « marchandisation » de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (concurrence à tous les niveaux, entre universités, entre laboratoires et entre personnels).

« offensive » et « marchandisation » ont et auront de lourdes conséquences sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail et la carrière des personnels.

Dans ce contexte, les personnels de l'université sont appelés, le 14 février 2006, à désigner leurs représentants dans les trois Conseils (CA, CS, CEVU).

C'est un choix individuel qui engage l'avenir de l'université et de tous ses personnels (titulaires et précaires) : enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs, et IATOS.

L'objectif des candidats sur les listes CGT aux élections aux 3 conseils, est de contribuer à construire une alternative avec des propositions et dans la concertation la plus large, rassembler enseignants, chercheurs et IATOS pour obtenir des réponses positives aux attentes communes et individuelles.

En attendant que les débats soient publics ou enregistrés et diffusés en léger différé, les élus CGT s'engagent, via « Liaisons » et la rubrique syndicale sur Intranet, à rendre compte de leur mandat en informant l'ensemble des personnels sur les propositions et votes de la CGT, mais aussi des autres structures représentées dans les instances universitaires.

**le 14 février 2006,
nous pouvons ensemble imposer d'autres choix
en toute liberté, votez et faites voter pour la liste :**

**« la CGT pour
rassembler, agir, obtenir »**

La CGT, Confédération Générale du Travail, rassemble l'ensemble du monde du travail : salariés, actifs, retraités ou privés d'emploi.

Du syndicat d'établissement à la Confédération, localement, nationalement, à l'échelle européenne ou mondiale, toutes les composantes de la CGT, sont engagées :

- dans toutes les négociations qui assurent le progrès social ;
- pour le droit pour tous à un vrai emploi ;
- pour une protection sociale solidaire ;
- pour des services publics, expression de solidarité et de citoyenneté ;
- pour une fiscalité plus juste et plus solidaire ;
- pour l'égalité des droits et contre toute forme d'exclusion, de racisme et de xénophobie.

IATOS : Nous continuons !

Si les créations d'emplois, le déblocage des carrières et l'augmentation des salaires relèvent de l'Autorité de tutelle, pour les IATOS c'est à l'université que s'établissent les listes de propositions d'avancement, que se décident le profil des emplois créés, la reconnaissance des qualifications et des fonctions exercées...

D'où l'importance du choix des représentants dans toutes les instances.

Pour sa part la CGT entend continuer, avec votre soutien, son action dans les instances pour la défense des intérêts individuels et collectifs des personnels Titulaires et ANT, en revendiquant :

- Le maintien de tous les emplois, avec refus de la « fongibilité asymétrique » (inscrite dans la LOLF)
- Refus des recrutements (CNE, CPE, ...) qui aggravent la précarité et condamnent l'emploi public.
- L'établissement d'un contrat à temps plein pour tous les emplois ANT
- La transparence dans l'utilisation des fonds publics, notamment en matière d'indemnités non statutaires
- L'adéquation fonctions/grade pour tous avec la participation des syndicats

Où va-t-on ?

Notre université ressemble trop à un bateau fourmilier, ballotté par les vents sans véritable feuille de route. Les projets s'amoncellent : LMD, formations professionnelles, refondation des services, Pôles de Recherche et d'Ens. Supérieur (PRES)... Quand cesserons-nous d'être des élèves dociles obéissant à toutes les injonctions aussi contradictoires qu'elles puissent être ? La précipitation et la logique de contrainte temporelle font partie d'une méthode de « gouvernance » éprouvée, qui fait de la démocratie un simulacre.

Notre éthique de la responsabilité et du service public s'en trouve dévoyée et détournée dans le plus grand mépris. Ayons le courage de débattre sagement, publiquement et collégialement des hiérarchies et des priorités pour l'enseignement supérieur et pour notre Université.

Etre agent CNRS à l'UTM aujourd'hui

Les agents CNRS travaillant au sein de l'UTM doivent concilier leur double appartenance au quotidien dans des conditions parfois difficiles.

C'est pourquoi les candidats CGT au CA et au CS s'engagent à :

- Contribuer à l'affirmation d'une véritable politique scientifique au sein de l'UTM et veiller à la cohérence de sa mise en œuvre.
- Représenter les personnels CNRS et s'assurer de la mise en œuvre des bonnes conditions de travail et d'hygiène et de sécurité nécessaires à l'activité de recherche au sein de l'UTM.
- Contribuer à assurer l'équité de traitement des personnels quels que soient leurs statuts, leurs unités et leurs institutions d'appartenance.
- Faire reconnaître la contribution des agents CNRS et de leur établissement à l'activité de l'Université.
- Veiller à l'attribution de postes d'ITARF dans les unités de recherche de l'UTM et favoriser la collaboration entre les agents, quel que soit leur statut, pour la réalisation des projets et des programmes de recherche.
- Porter la revendication des personnels pour une amélioration des conditions de travail et de rémunération, de déroulement de carrière et de reconnaissance des qualifications.

Enseignants-chercheurs : il existe une alternative !

Depuis longtemps la question centrale pour les enseignants-chercheurs est de **préserv**er le lien **indissociable entre enseignement et recherche**. Ces deux activités sont de plus en plus difficiles à exercer tant elles sont alourdies par la réalisation de tâches administratives qui résultent d'un sous-encadrement en personnel enseignant, mais aussi IATOS. Ces dernières années ont été celles de la dégradation des conditions de travail, du développement de la précarité, du développement des tensions internes, mais aussi des relations de clientèle à tous les niveaux.

Des instances démocratiques, porteuses des valeurs du service public peuvent et doivent s'opposer à ces dérives. C'est en y mandant des élus de conviction, opposés à toute co-gestion de la pénurie, que nous y arriverons ensemble.

La transformation par la négociation dans la transparence est le maître mot des candidats CGT :

- mettre un frein à la marchandisation de l'enseignement supérieur, mais plus largement à la casse des services publics et à la dérive de notre société est devenu urgent : il est temps de redevenir une force de débat, de proposition et d'action, une force de transformation.
- à la soi-disant expertise technique, « réaliste », « responsable » et drapée de neutralité, nous opposons la contre-expertise politique et la négociation ;
- l'élargissement de la capacité d'action locale (avec la LOLF notamment) nécessite une totale transparence dans les débats et les prises de décisions : la diffusion audio-visuelle des séances des 3 conseils apporterait cette transparence.

Nous ne pouvons plus attendre ! Faisons entendre notre voix. Ensemble montrons qu'il existe une alternative au fatalisme et au laisser faire en choisissant des élus combattifs et déterminés.